

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 28/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BACHELET-BONNEFOND

224, Chemin de Villers
B.P. 20
76480 Saint-Pierre-de-Varengueville

Références : UDRD.2023.07.ET.406.SB.BrJ
Code AIOT : 0005801791

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement BACHELET-BONNEFOND implanté 224, chemin de Villers B.P. 20 76480 Saint-Pierre-de-Varengueville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à plusieurs plaintes pour des nuisances olfactives et sonores déposées par courriels en date du 16 juin et 4 juillet 2023, l'inspection s'est rendue de façon inopinée le 5 juillet 2023 sur le site exploité par la société Bachelet Bonnefond situé au n° 224, chemin de Villers à Saint-Pierre-de-Varengueville afin de s'assurer du respect des prescriptions applicables aux installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BACHELET-BONNEFOND
- 224, chemin de Villers B.P. 20 76480 Saint-Pierre-de-Varengueville
- Code AIOT : 0005801791
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 10 août 2004 modifié (par l'arrêté du 21 octobre 2014) à exploiter un centre de transit de déchets industriels banals et de déchets industriels spéciaux. Le site est également visé par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 10 août 2004 modifié ainsi qu'à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 sur les thématiques odeur et bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 10/08/2004, article 3.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Transport et transvasement	Arrêté Préfectoral du 10/08/2004, article 3.3.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/08/2004, article 3.1.16	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande n° 1	1 mois 1 mois
4	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 10/08/2004, article 3.2.3 et 3.3.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 10/08/2004, article 3.4.7	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande n° 2	3 mois 1 mois
6	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1<III	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence 6 non-conformités réglementaires :

1. positionnement de la citerne tampon sur une aire de stationnement ni étanche, ni reliée à une rétention ;
2. absence de nettoyage avant et après chaque chargement notamment du dégrilleur pour évacuer les déchets solides récupérés ;
3. aucun renseignement des résultats des mesures trimestrielles sur les rejets aqueux dans GIDAF ;

4. absence de couverture sur les bennes de déchets solides et pâteux ;
5. absence de mesure des niveaux d'émissions sonores des installations ;
6. absence de plan de gestion des odeurs et d'analyse sur les rejets atmosphériques (au niveau des événements de la citerne de stockage des déchets liquides hydrocarbonés).

Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter ces non-conformités au plus tard selon les délais indiqués :

1. en entreposant **dans un délai d'un mois** la citerne sur une aire étanche et reliée à une rétention suffisante. Le calcul de la capacité de rétention sera transmis à l'inspection;
2. en nettoyant **dans un délai d'un mois** avant et après chaque chargement, notamment les déchets solides récupérés au niveau du dégrilleur et en rédigeant une consigne d'exploitation spécifique ;
3. en renseignant **dans un délai d'un mois** systématiquement les résultats des mesures trimestrielles sur les rejets aqueux dans GIDAF ;
4. en couvrant **dans un délai d'un mois** systématiquement les bennes de déchets solides et pâteux durant la journée ;
5. en réalisant **dans un délai de trois mois** une mesure des niveaux d'émission sonore de ses installations dont le rapport sera transmis à l'inspection, accompagné le cas échéant de mesures correctives en cas de dépassement ;
6. en mettant en œuvre **dans un délai de 6 mois** un plan de gestion des odeurs et en réalisant des mesures en COVT en sortie de la citerne de stockage des déchets hydrocarbonés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2004, article 3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement direct vers le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations doit être conçu, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel. A cette fin, une bordure est aménagée tout autour de la zone de transit de déchets afin de faire office de capacité de rétention. Les aires de circulation doivent être étanches et nettoyées chaque fois qu'elles seront souillées.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de déversement direct ou indirect de matières polluantes pour l'environnement vers le milieu naturel. Toutefois, l'inspection constate la présence d'une citerne de stockage d'effluents aqueux (cuve tampon) avant rejet dans le réseau d'assainissement collectif positionnée en partie sur l'herbe et non totalement sur la dalle étanche afin de prévenir toute pollution accidentelle (déjà constaté lors de la dernière visite d'inspection du 22 septembre 2021). L'inspection a constaté la présence d'odeur d'assainissement lors du déchargement de déchets issus de matières de vidanges, eau d'effluents de curage de réseau mais n'a pas constaté de problème de connectique, car les effluents se déversent à l'air libre dans un dégrilleur (pour récupérer les matières flottantes) avant d'être dirigés vers une cuve de stockage. Selon les dires d'une riveraine, rencontrée le jour de l'inspection, les odeurs d'assainissement seraient ressenties principalement le vendredi en fin de journée quand tous les camions viennent vider les uns après les autres sur le site. Écart réglementaire n° 1 : le fait de ne pas entreposer une citerne dont le contenu est susceptible de présenter un risque de pollution sur une aire de stationnement étanche et reliée à une rétention dimensionnée selon les règles de l'art, capable de recueillir tout écoulement accidentelle constitue un non-respect de l'article 3.1.1 « poste de chargement et de déchargement » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 10 août 2004. L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-maritime de mettre en demeure la société Bachelet Bonfond de respecter l'article 3.1.1 dans un délai d'un mois en entreposant la citerne sur une aire étanche et reliée à une rétention suffisante. Le calcul de la capacité de rétention sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Transport et transvasement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2004, article 3.3.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Transport et transvasement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les transporteurs et collecteurs dont il emploie les services respectant les règles de l'art en matière de transport, de transvasement, ou de chargement. En application du principe de proximité, l'exploitant limite le transport des déchets en distance et volume. L'exploitant doit vérifier tous les véhicules transitant dans l'installation, même s'il n'est pas propriétaire ou gestionnaire. Il doit refuser tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement et ceux ne se soumettant pas aux obligations de lavage. Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule, l'exploitant s'assure que : <ul style="list-style-type: none">• le matériau de la cuve ou benne est compatible avec le déchet devant y être transporté ;• le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet ;• le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité ;• le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus. L'exploitant s'assure préalablement de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, déchargement avec les déchets. Il s'assure que ces opérations ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de déchets et ne sont pas à l'origine de pollution atmosphérique.
Constats : Lors d'une opération de transvasement de déchet liquide de matières de vidange d'un camion hydrocureur, l'inspection constate que les traces du précédent chargement n'ont pas été nettoyées et que celles de ce déversement n'ont pas fait l'objet d'un nettoyage a posteriori, notamment au niveau du dégrilleur dans lequel s'accumulent des déchets solides et à l'origine d'odeur d'assainissement. L'inspection n'a pas constaté de problème de connectique lors du transvasement des effluents du camion hydrocureur qui sont envoyés dans une cuve de stockage avant traitement (par déshydratation) sur site. Écart réglementaire n° 2 : le fait de ne pas nettoyer les traces avant et après un chargement, susceptible d'être à l'origine de nuisances olfactives constitue un non-respect de l'article 3.3.2.4 « transport et transvasement » des dispositions annexées à l'arrêté préfectoral du 10 août 2004. L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-maritime de mettre en demeure la société Bachelet Bonfond de respecter l'article 3.3.2.4 dans un délai d'un mois en nettoyant avant et après chaque chargement, notamment les déchets solides récupérés au niveau du dégrilleur et en rédigeant une consigne d'exploitation spécifique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2004, article 3.1.16
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures doivent être effectués au moins trimestriellement et les résultats transmis systématiquement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Selon les résultats fournis, la fréquence pourra être réévaluée par l'inspection des installations classées. Par ailleurs, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. La surveillance doit être réalisée à la fois à la sortie de l'établissement, avant mélange avec d'autres effluents et à la sortie de l'ouvrage de traitement collectif. Au moins une fois par an, ces mesures devront être effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. L'exploitant de l'établissement assurera, à l'organisme retenu, le libre accès aux émissaires concernés, sous réserve du strict respect des règles de sécurité en vigueur dans l'établissement, et lui apportera toute aide nécessaire à la réalisation des prélèvements ou analyses.
Constats : L'inspection constate qu'aucune mesure trimestrielle des analyse des rejets aqueux n'est transmise à l'inspection via GIDAF. L'exploitant présente les dernières analyses sur le rejet n° 2 (eaux résiduaire) en date du 13 juin 2023 qui ne révèlent pas de dépassement aux valeurs limites d'émission visées à l'article 3.1.15.2 des dispositions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation. Par contre, l'inspection constate que les paramètres PFOA et PFOS ne sont pas mesurés et qu'aucune justification proposant l'abandon de leur surveillance n'a été transmise à l'inspection par l'exploitant. Écart réglementaire n° 3 : le fait de ne pas transmettre systématiquement à l'inspection des installations classées les résultats trimestriels de mesures de son autosurveillance des rejets constitue un non-respect à l'article 3.1.16 des dispositions annexées à l'arrêté préfectoral du 10 août 2004. L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-maritime de mettre en demeure la société Bachelet Bonnefond de respecter l'article 3.1.16 dans un délai d'un mois en renseignant systématiquement les résultats des mesures trimestrielles dans GIDAF. Une synthèse des résultats de mesures de son autosurveillance au titre de l'année 2022 sera transmise à l'inspection. Demande n° 1 : L'exploitant justifie à l'inspection notamment par des analyses au plus tard sous un délai d'un mois, l'abandon de la surveillance des paramètres PFOA et PFOS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois pour la mise en demeure et la demande n°1

N° 4 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2004, article 3.2.3 et 3.3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant des installations, notamment du bâtiment curage et lors des opérations de dépotage et vidange des cuves. Lorsque sont présentes des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de décantation,...) difficiles à confiner, elles doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Le stockage ou regroupement des déchets solides est limitée à une capacité de 300t/an et un stock maximum équivalent à 3 bennes. Les déchets et résidus solides réceptionnés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• sables et sédiments de curage,• sables de balayeuse,• sédiment et sables souillés par les hydrocarbures. Les bennes de stockage de déchets solides et pâteux sont couvertes et étanches à l'infiltration des eaux météoriques.
Constats : L'inspection constate que le site fait l'objet de plusieurs plaintes d'odeur. Une riveraine rencontrée le jour de l'inspection explique que depuis plus d'un an, elle constate une augmentation du trafic dans les installations occasionnant plus d'odeur d'assainissement notamment chaque vendredi en fin de journée (après 17h00). L'inspection constate la présence de 3 bennes de déchets solides qui ne sont pas couvertes et qui ne sont pas étanches à l'infiltration des eaux météoriques occasionnant des odeurs. Selon l'exploitant rencontré sur le site, les bennes sont bâchées en fin de journée. De plus, l'inspection constate la présence d'odeur d'assainissement pendant le transvasement d'un camion hydrocureur contenant du déchet liquide de matières de vidange qui s'effectue à l'air libre en passant par un dégrilleur pour récupérer les matières flottantes solides avant d'être envoyé dans une cuve de stockage du site. Écart réglementaire n° 4 : le fait de ne pas couvrir les bennes de stockage de déchets solides constitue un non-respect de l'article 3.3.2.1 « déchets solides et pâteux » des dispositions annexées à l'arrêté préfectoral du 10 août 2004. L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-maritime de mettre en demeure la société Bachelet Bonnefond de respecter l'article 3.3.2.1 dans un délai d'un mois en couvrant systématiquement les bennes de déchets solides et pâteux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2004, article 3.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des valeurs d'émission sonore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement. L'exploitant ouvre un registre dans lequel il reporte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- carte localisant toutes les zones d'émergence réglementées existantes au moment de la notification de l'arrêté,- la définition des points de mesure dans les zones précédentes,- la fréquence des mesures de bruits à effectuer. <p>Les éléments constituant ce registre doivent être soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. La mesure des émissions sonores est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. La durée de chaque mesure sera d'une demi-heure au moins. En cas de non-conformité, les résultats de mesure seront transmis à l'inspecteur des installations classées accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le site fait l'objet de plusieurs plaintes de bruit, notamment la nuit et parfois le week-end. Une riveraine rencontrée le jour de l'inspection explique que depuis plus d'un an, elle constate une augmentation du trafic même la nuit dans les installations occasionnant plus d'odeur et de bruit et notamment chaque vendredi en fin de journée (après 17h00). L'exploitant explique avoir établi une astreinte d'intervention 24h/24 et qu'en effet il est possible que des camions viennent vider la nuit mais que cela reste ponctuel (environ une à deux fois par mois). Il précise également avoir donné la consigne de ne pas procéder au déchargement des camions hydrocureurs le midi ainsi que le vendredi.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant n'a toujours pas réalisé de mesure de bruit (en période diurne et nocturne) depuis la dernière campagne acoustique effectuée en 2015.</p> <p>Écart réglementaire n° 5 : le fait de ne pas réaliser tous les 3 ans de mesure d'émission sonore de son établissement constitue un non-respect de l'article 3.4.7 « contrôle des valeurs d'émission » des dispositions annexées à l'arrêté préfectoral du 10 août 2004.</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-maritime de mettre en demeure la société Bachelet Bonfond de respecter l'article 3.4.7 dans un délai de 3 mois en réalisant une mesure des niveaux d'émissions sonores de ses installations dont le rapport sera transmis à l'inspection, accompagné le cas échéant de mesures correctives en cas de dépassement.</p>
<p>Demande n° 2 : L'exploitant transmet au plus tard sous un délai d'un mois, les dates et heures des interventions de l'astreinte sur les 6 derniers mois durant lesquels le site a été ouvert de façon à statuer sur l'effectivité ou non de la récurrence des opérations la nuit telle qu'annoncée par les riverains.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois pour la mise en demeure et 1 mois pour la demande n° 2

N° 6 : Gestion des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1<III
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation applique une ou plusieurs des techniques suivantes : a) Pour les systèmes ouverts, l'exploitant veille à réduire les temps de séjour des déchets susceptibles de dégager des odeurs dans les systèmes de stockage ou de manutention, en particulier en conditions d'anaérobiose. Le cas échéant, des dispositions appropriées sont prises pour prendre en charge les pics saisonniers de déchets ; b) Sauf si cela risque de nuire à la qualité souhaitée des déchets traités, l'exploitant utilise des produits chimiques conçus pour détruire les composés odorants ou pour limiter leur formation ; c) Dans le cas d'un traitement aérobique des déchets liquides aqueux, l'exploitant optimise le traitement, par l'utilisation d'oxygène pur, l'élimination de l'écume dans les cuves, et la maintenance fréquente du système d'aération. Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants : - un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ; - un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ; - un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ; - un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.
Constats : L'inspection constate que plusieurs plaintes pour nuisances olfactives ont été signalées à l'exploitant depuis plusieurs mois sans avoir mis en place un plan de gestion des odeurs comme il s'y était engagé lors de la précédente visite d'inspection du 22 septembre 2021. L'inspection constate également qu'aucune analyse sur les rejets atmosphériques (mesures en COVT notamment) au niveau des événements (trou d'homme) de la citerne de stockage de déchets liquides hydrocarbonés n'a été réalisée par l'exploitant comme il s'y était engagé lors de l'inspection du 22 septembre 2021 afin de répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. Écart réglementaire n° 6 : le fait de ne pas mettre en œuvre un plan de gestion des odeurs de son site pour lequel une nuisance olfactive est probable ou constatée constitue un non-respect de l'annexe 3.III « gestion des odeurs » des prescriptions annexées à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019. L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure la société Bachelet Bonfond de respecter l'annexe 3.1.III dans un délai de 6 mois en mettant en œuvre un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments indiqués à l'annexe 3.1.III des prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 et en réalisant des mesures en COVT en sortie de la citerne de stockage des déchets liquides hydrocarbonés dont le rapport sera transmis à l'inspection accompagné le cas échéant de proposition de réduction des émissions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois